



# Compte rendu Comité Social Economique

## Afpa Bretagne

### 4 février 2020



## 1. Informations du Président

---

Antoine Plaquevent a souhaité informer les membres du CSEE d'un certain nombre de sujets :

### + Image d'une Afpa en mutation

La Directrice Nationale, Pascale d'Artois, a été sollicitée par le Ministère du travail et du budget pour connaître la stratégie de développement (apprentissage, Cpf...) en 2020. Un rendez-vous avec les Ministères de tutelle est fixé le 10 février pour que la DG fasse une proposition de feuille de route pour l'année à venir. Antoine FOUCHER, directeur du Cabinet de Murielle PENICAUD, incite fortement l'Afpa à se positionner sur l'Alternance et l'Afpa village. L'image de l'Afpa aux yeux des 2 ministères de tutelle est en train de changer. Ils reconnaissent que l'Afpa n'est plus autocentrée sur elle-même et qu'elle s'ouvre à l'extérieur comme en témoigne le dispositif Afpa Villages. 2020 est une année spéciale compte tenu du PSE mais il faut, d'ores-et-déjà, préparer demain.

**Intervention d'un élu :** On a dû mal à comprendre la stratégie de l'Etat : un plan de développement à mettre en place alors même que le PSE n'est pas terminé, cela pose question. Il s'interroge sur les modes d'achat des formations dans le cadre des marchés publics qui tirent toujours plus bas les prix d'achat des formations.

**Le Président :** Le SIEG (Service d'Intérêt Economique Général) comme en région Nouvelle Aquitaine apparaît comme une solution alternative à approfondir notamment avec le Conseil Régional de Bretagne qui pour rappel est celui dont les prix d'achat de la formation sont les plus faibles de France. Les alliances avec les autres OF en Bretagne sont également une solution à ne pas négliger sur certains marchés. On a à faire à des juristes et gestionnaires qui souhaitent respecter les procédures et sont comptables de chaque euro dépensé. Le CRB a tendance à acheter la paix sociale en saupoudrant ses achats sur l'ensemble des organismes de formation bretons. Les marchés publics de la formation ne sont pas la panacée d'autant qu'on voit apparaître de plus en plus de d'OF « low cost »

**Intervention d'un autre élu :** On a dû mal à comprendre et on ne voit rien aujourd'hui permettant d'accompagner l'Afpa et sans moyens supplémentaires pour poursuivre sa mission, on ne peut être que pessimiste. C'est l'Etat qui finance actuellement les pertes.

**Le Président :** La situation des OF n'est pas facile actuellement car la concurrence est rude. L'Afpa n'est pas le seul organisme en difficulté, d'autres le sont, comme le CLPS qui licencie actuellement.

**Un élu :** Sachant que l'Afpa est un EPIC, quand le COP verra-t-il le jour ?

**La CFE/CGC** pointe quant à elle un accroissement de la concurrence liée à la création de nombreux CFA d'entreprise (60 ouvertures acceptées et 550 demandes en cours d'instruction selon la « newsletter » GREF Bretagne (03/2019)) dans l'optique de former leurs propres apprentis.

**Le Président :** oui c'est vrai comme Système U qui a créé son propre CFA pouvant accueillir 500 apprentis. Mais c'est à l'Afpa de se positionner sur des niches et il revient aux Directeurs de centres **Afpa de décliner un plan de développement pertinent.**

**Un élu :** la situation est ubuesque car on nous parle d'un plan de développement à mettre en place dans chaque centre alors qu'un PSE est en cours. Aujourd'hui, les salariés sont fatigués. Le SIEG ne serait-elle pas la solution adéquate ?

**Le Président :** On vient de démarrer le marché QUALIF EMPLOI pour 4 ans et il est nécessaire de démarrer dès 2020 les négociations avec le CRB pour le prochain marché.



## Compte rendu Comité Social Economique Afpa Bretagne 4 février 2020



**Un élu** : J'ai interrogé le CFA de Plérin sur la mise en place d'une formation en électricité dont le montant est de 4480 euros en apprentissage alors que le coût et la durée de la formation EEB à l'Afpa sont bien plus importants. Allons-nous aligner sur les pratiques low cost ?

**Le Président** : En PDL, les marchés de formation ont été vendus avec une très faible marge pour remporter les marchés du CRPDL. Lors du marché suivant les prix de vente ont été revus à la hausse.

**Un élu** : On a tendance à réduire les durées comme sur tuyauteur qui est passé de 1100 heures à 800 heures.

**Le Président** : Il faut effectivement être vigilant et ne pas « jouer les apprentis sorciers ». Il faut collaborer avec les IF pour reformater les produits et les scénarii pédagogiques tout en restant vigilants.

**Un élu** : quid de l'absence des formations qualifiantes dans l'appli (exemple Soudeur, CIP, FPA qui nous ramène à d'autres OF quand on clique sur ces formations !!). S'agit-il d'un retard à l'allumage ou d'une volonté délibérée ? On est en droit de s'interroger car l'Afpa est très peu présente sur l'appli CPF.

La CFE/CGC renchérit sur le fait que quand, dans l'appli mobile, on clique sur la rubrique commerce, le résultat donne 236 réponses de formation mais aucune Afpa !

**Le Président** : Ce sont d'abord les offres réglementaires (FIMO, HE...) qui ont été entrées dans l'application CPF au niveau national. A compter du 15 février et notamment pour booster nos ventes CPF de transition, les 40 Titres Professionnels les plus vendus ainsi que leurs blocs de compétences associés vont être mis en ligne sur l'appli CPF. L'Appli CPF renvoie à la demande sociale.

### **Plan pauvreté**

Prise de rdv avec le haut-commissaire à la pauvreté en région et les DC doivent rencontrer les conseillers départementaux à ce sujet en février prochain pour connaître les possibilités de collaboration.

### **Prépa-Compétences**

En 2019, les objectifs nationaux ont été atteints. La région PDL termine en 1<sup>ère</sup> position avec un résultat à 111% de son objectif et la Bretagne à 92%. Le Financement est rallongé par l'Etat en 2020 car les résultats sont probants. Pour 2020, on a un objectif d'accueil de 1900 personnes. En outre, les demandeurs d'emploi de niveau 4 pourront accéder au dispositif avec prescription de pôle Emploi. Ce dispositif est reconnu par la Région, Pôle Emploi et les stagiaires eux-mêmes.

### **Convention hébergement avec le CRB**

Le financement d'1 million d'euros est renouvelé en 2020. Un travail exploratoire est actuellement mené avec ADOMA pour utiliser une partie du parc après réhabilitation des bâtiments Afpa. Cette collaboration a été votée au CA du 20 décembre 2019. Une réflexion avec le CRB est également menée pour financer la réhabilitation des bâtiments Afpa.

## 2. Organisation du CSE

---

### **Constitution du bureau**

7 personnes élues à l'unanimité. Bureau équilibré avec possibilité de remplacement des membres par les suppléants sur la base des 75 jours mutualisables.

### **Création des commissions facultatives**



# Compte rendu Comité Social Economique

## Afpa Bretagne

### 4 février 2020



3 commissions facultatives sont créées : **commission économique** (Dominique NOEL, élu CGT comme Président), **commission égalité professionnelle** (Jean-Marc LEMEE, élu FO comme Président) et une **commission orientations stratégiques et opérationnelles** (Président à élire lors du prochain CSEE du 11 février)

#### + Désignation des membres des commissions

Report au prochain CSE

#### + Calendrier des premières commissions

La première commission à savoir la CSSCT (Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail) se tiendra le 13 février sans la direction pour préparer la mise en place et le 5 mars avec préparatoire le matin et plénière l'après-midi en présence de la direction. Les convocations des membres de cette commission sont de la responsabilité de la direction ainsi que celles des représentants de proximité élus pour les CSSCT de mars et avril.

#### + Point sur les candidatures représentants de proximité

A ce jour nous n'avons que 18 candidatures pour 23 postes à pourvoir. Une relance via la DRH sera faite rapidement. Il faudra également prévoir d'organiser les élections de ces derniers avec liste de candidats par centre Afpa avec 12 cases (cf le nombre d'élus) en face de chaque candidat pour faciliter la tenue du scrutin.

#### + Nomination du référent harcèlement sexuel et agissements sexistes

Candidat : Jean-Christophe DROUET, élu à l'unanimité

### 3. Point d'étape sur l'avancement du Plan de Transformation

---

#### + Bilan régional Phase 1

En Bretagne : 38 départs volontaires dont 18 mesures d'âge, 7 postes modifiés et 12 postes supprimés + 1 désistement. 30 demandes non retenues en CNES

#### + Point d'étapes phase 2 : candidatures au départ par substitution, candidatures sur les nouveaux postes à pourvoir

28 candidatures pour substitution phase 2 et 122 candidatures (substitution et autres) sur postes bretons à pourvoir et 86 candidatures pour les postes bretons venant de l'extérieur. Les délais sont difficiles à tenir pour les RH.

30 dossiers traités avec rdv DRH semaine dernière. Pour les salariés protégés, des convocations sont parties pour des rdv le 13 février. Les DIRECCTE régionales vont être saisies même si la procédure est nationale.

Un élu estime qu'il y a un problème de chiffre au regard du nombre de suppressions de postes. La cible était à 32 et il en compte 35 !! Le président s'engage à apporter une réponse lors de la prochaine réunion du CSE.

#### + Quid des améliorations d'Afpa talents ?

De nombreux dysfonctionnements sont pointés par les élus et les exemples ne manquent pas : poste à pourvoir à Langueux dans les PDL, salarié qui postule sur un poste vacant et Afpa Talents lui stipule que le poste n'existe pas alors qu'il est bien dans la cible... !!

Au-delà des bugs, un élu pointe des exemples criants d'iniquité : ici-et-là, on tente de dissuader certaines personnes de postuler sur certains postes, problème d'intitulé de postes erroné qui ne rend pas lisible et visible le poste à



## Compte rendu Comité Social Economique Afpa Bretagne 4 février 2020



pourvoir et ne laisse pas suffisamment de temps aux salariés intéressés par le poste au bon intitulé de se positionner. Attention aux postures de management rappelle l' élu. Il faut rappeler à l'ordre les DC quant à la responsabilité du management.

Fin de semaine prochaine soit le 14 février, la phase 2 sera terminée.

### 4. Point divers

---

**Le trésorier** du CSE interpelle le Président sur la nécessité pour la Direction de remettre au trésorier du CSE une attestation permettant de déclarer officiellement l'existence juridique de la nouvelle instance auprès de la banque pour que le basculement des opérations entre l'ancienne instance (le CRE) et la nouvelle (le CSE) se fasse sans encombres.

**Réponse du Président** : Il se rapproche du service juridique pour connaître la marche à suivre au regard de la demande du banquier.

### Prochain CSE Bretagne : le 11 février 2020

---



Les élus du Comité Social Economique  
d' Etablissement

Nicole HUBERT

Michel GUEGUEN

Arnaud LALANDE

Pascale TROADEC

Alberta DULYMOIS

Anthony AMBROISE

---

SNPEA (Syndicat National des Personnels des Etablissements Afpa) - <http://www.cfecgcafpa.org>

Si vous ne souhaitez plus recevoir de communications de notre part, cliquez [ici](#)